



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la Coordination des
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Arrêté préfectoral DCPAT-2026 n° 194

**Société PIGEON TP LOIRE ANJOU site de « La Carterie » à Erdre-en-Anjou
Exploitation d'un terril ardoisier – Modification des conditions de remise en état**

Installation classée pour la protection de l'environnement

Le Préfet de Maine-et-Loire,

VU le Code de l'environnement, et notamment son titre I^{er} du livre V et son article R. 181-46 ;

VU le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2003 n° 610 du 18/08/2003, accordé à la Société de Travaux Publics du Haut Anjou (STPHA), d'exploiter un terril ardoisier constitué de déchets d'exploitation de carrière au lieu-dit « La Carterie » ;

VU le donner acte du 27 mars 2012 relatif au bénéfice des droits acquis au titre de l'article R. 513-1 du Code de l'environnement à la suite de la création de la rubrique 2720 qui vise les installations de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrière ;

VU le donner acte du 26 mars 2014 relatif au bénéfice des droits acquis au titre de l'article R. 513-1 du Code de l'environnement à la suite de l'évolution de la nomenclature des installations classées introduite par le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 modifiant le régime de classement de la rubrique 2515 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD/ICPE-PP/2016 n° 2 du 06/01/2016, accordant les droits d'exploiter le site de « La Carterie » à la Société PIGEON TP LOIRE ANJOU en remplacement de la Société de Travaux Publics du Haut Anjou (STPHA) ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation DIDD-/ICPE-BPEF-2021-n° 314 du 5 novembre 2021, prolongeant la durée d'exploitation de 2 ans (nouvelle échéance au 18 août 2025) du site de « La Carterie » par la Société PIGEON TP LOIRE ANJOU ;

VU le dossier concernant le site de « La Carterie », reçu le 15 juillet 2025, intitulé « Porter à connaissance des modifications des conditions de remise en état du site de « La Carterie » – Version 1 de juin 2025 » ;

VU les avis du propriétaire des terrains du 6 février 2025 et du maire d'Erdre-en-Anjou du 21 mars 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté le 28 janvier 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU la réponse favorable sans réserve de l'exploitant sur ce projet, transmise par mail en date du 28 janvier 2026.

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 02 février 2026 ;

VU le projet d'arrêté porté le 04 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courriel du 05 février 2026 ;

CONSIDERANT que la demande de modifications des conditions de remise en état du terril ardoisier présentée par la société PIGEON TP LOIRE ANJOU résulte d'une exploitation inachevée du site justifiée par la mauvaise qualité des matériaux à extraire ;

CONSIDERANT que les droits d'exploiter le terril ardoisier de « La Carterie » sont échus depuis le 18 août 2025 mais que la cessation d'activités n'est pas prononcée en l'absence de dossier transmis au préfet ;

CONSIDERANT que la société PIGEON TP LOIRE ANJOU reste responsable du site de « La Carterie » jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité qui permettra alors de sortir l'établissement du régime des installations classées ;

CONSIDERANT qu'en attendant la clôture de la cessation d'activités, les garanties financières ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2025 ;

CONSIDERANT que, compte tenu de l'usage futur des terrains tel qu'envisagé par leur propriétaire, le reboisement tel que prévu dans le plan de réaménagement initial ne pourront être conservés en raison de la nature des nouvelles activités envisagées ;

CONSIDERANT que les conditions de réaménagement initialement prévues doivent être adaptées aux exploitations effectives du site et que ces dernières doivent être modifiées ;

CONSIDERANT que le propriétaire a émis un avis favorable au dossier de modifications présenté par la société PIGEON TP LOIRE ANJOU et que, par conséquent, il accepte l'ensemble des modifications sollicitées ;

CONSIDERANT que les modifications ne concernent que les parties du périmètre effectivement remaniées par les activités de la société PIGEON TP LOIRE ANJOU ;

CONSIDERANT que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R. 181-46-I et L. 181-14 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la modification sollicitée nécessite toutefois de modifier l'autorisation existante pour pouvoir être mise en œuvre ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDERANT que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral D3-2003 n° 610 du 18/08/2003 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la nature limitée de la modification et de ses effets sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

ARRETE

Titre 1 - Bénéficiaire et portée des prescriptions

Article 1.1 - Objet de l'arrêté

La société PIGEON TP LOIRE ANJOU, dont le siège social est situé « L'Aubinière » – Route de Craon à Renazé (53 800), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le réaménagement du terril de schistes ardoisiers situé au lieu-dit « La Carterie » à La Pouëze sur le territoire de la commune d'Erdre-en-Anjou.

Article 1.2 - Remise en état

L'article 5 à l'arrêté préfectoral du 18 août 2003, relatifs à la « Remise en état » est modifié comme suit :

Les conditions de remise en état, proposées par l'étude d'impact de la demande d'autorisation de 2003, sont modifiées par celles présentées dans le document intitulé « Porter à connaissance des modifications des conditions de remise en état – Version 1 – Juin 2025 ».

Elles portent principalement sur :

- le maintien sur place de dépôts de schistes broyés (en accord avec le propriétaire pour ses futurs aménagements) ;
- le non reboisement de la partie exploitée ;
- le non-respect de la cote finale des terrains du secteur Nord-Est qui resteront selon leur topographie d'origine, en l'absence d'exploitation.

Titre 2 - Dispositions diverses

Article 2.1 - Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie d'Erdre-en-Anjou et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie d'Erdre-en-Anjou pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.4 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de l'arrondissement de Segré-en-Anjou-Bleu, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, la Maire de la commune d'Erdre-en-Anjou, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société PIGEON TP LOIRE ANJOU par courrier recommandé.

Angers, le

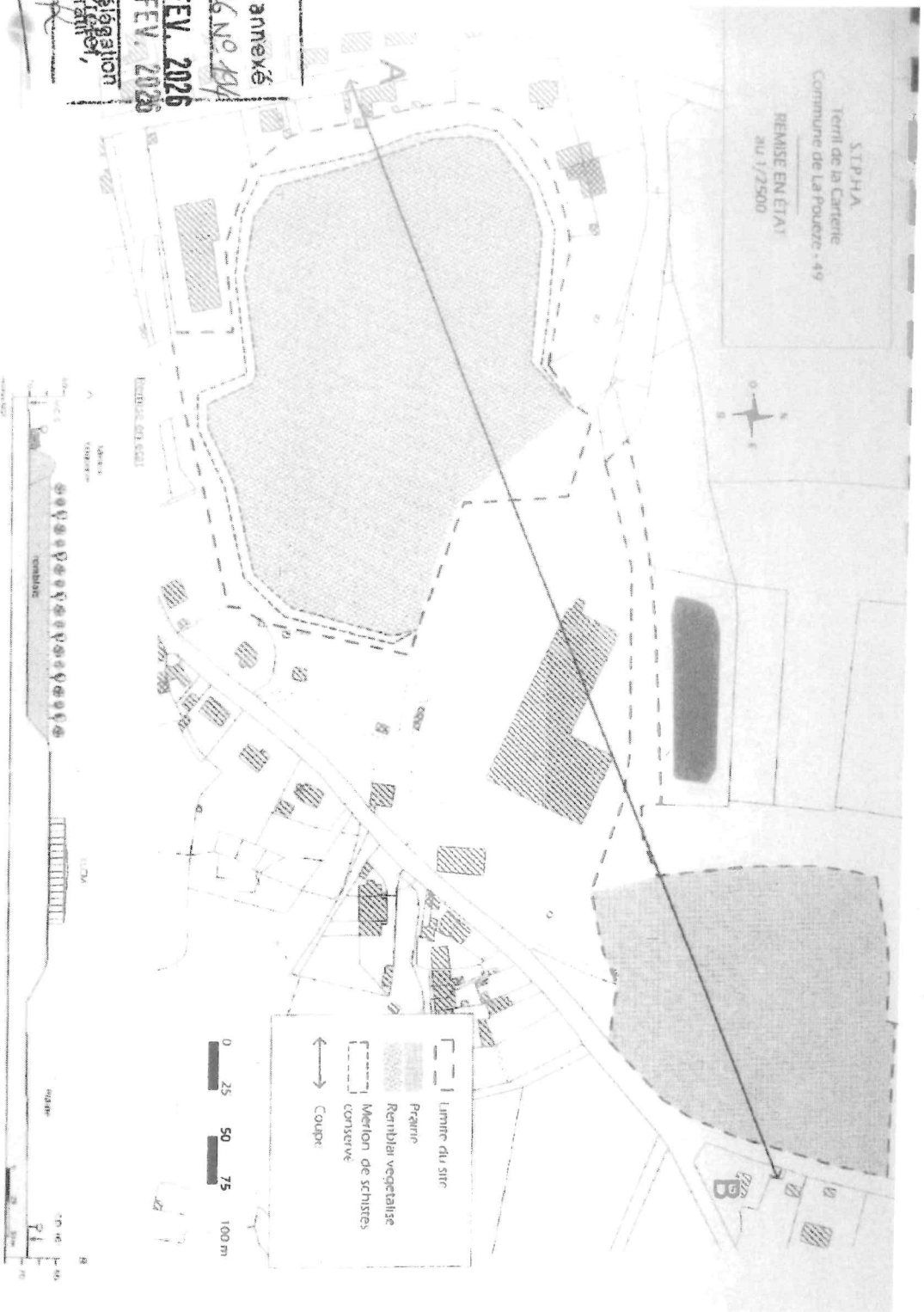
23 FEV. 2026

Le Préfet,



François PESNEAU

Annexe – Plan de principe de remise en état de la carrière



V. pour être annexé

à l'arrêté du 2026 N° 49

en date du 23 FEV. 2026

ALGERS, le 23 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation

Le préfet,

l'adjoint administratif,

Marie-Claire JEDRZEJCZAK

